

COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

COMITE GENERAL

RESTRICTED
Com.Gen./SR.32
10 Août 1949
ORIGINAL: ENGLISH

COMPTE RENDU ANALYTIQUE D'UNE
SEANCE ENTRE LE COMITE GENERAL ET LA
DELEGATION D'ISRAEL

tenue à Lausanne le mercredi
10 août 1949 à 16 h 30

Présents:	M. Rockwell	(Etats-Unis)	- Président
	M. de la Tour du Pin	(France)	
	M. Yenisey	(Turquie)	
	M. de Azcárate		- Secrétaire principal
	M. Elias Sasson)	- Représentants de
	M. Zalman Lifshitz)	l'Etat
	M. Tuvia Arazi)	d'Israël

Regroupement des familles dispersées

Le PRESIDENT rappelle que, la veille, à la demande du Comité, il a communiqué officieusement à la délégation israélienne certains renseignements reçus des délégations arabes. Il a indiqué que le Comité Général avait reçu de toutes les délégations arabes, à l'exception de la Syrie, une déclaration suivant laquelle leurs gouvernements ont donné aux autorités compétentes des instructions leur enjoignant de collaborer avec les Commissions mixtes d'armistice en ce qui concerne les arrangements administratifs pour le rapatriement des membres des familles dispersées. Il a été déclaré que l'Egypte et le Royaume hachémite de Jordanie ont déjà établi des rapports. On attend toujours la réponse syrienne. Les délégations arabes, pour leur part, ont demandé que la délégation israélienne fournisse certains renseignements; elles veulent tout d'abord connaître la réponse du Gouvernement d'Israël en ce qui concerne l'élargissement du concept de la famille et en particulier la définition soumise par le membre turc du Comité Général.

M. LIFSHITZ attire l'attention sur le fait que les Etats arabes n'ont pas encore effectivement nommé de

représentants bien que l'on ait donné un accord de principe et que des discussions aient eu lieu au sein des Commissions d'armistice. Le Gouvernement d'Israël a nommé un Comité composé d'un représentant des services du Premier Ministre et de représentants du Ministère de l'Intérieur et du Ministère de l'Immigration, pour examiner toutes les demandes de rapatriement. Plusieurs centaines de demandes ont été reçues et le Comité attend, pour les transmettre aux divers représentants nationaux, que soit déterminé l'endroit où se trouvent actuellement les réfugiés et les mesures à prendre pour les recevoir. Le Gouvernement d'Israël ne peut rien faire d'autre tant que les représentants nationaux n'auront pas été nommés.

M. SASSON apporte un nouvel éclaircissement en faisant savoir que les membres arabes des Commissions mixtes d'armistice, à l'exception des Syriens, ont informé les membres israéliens de ces Commissions de l'accord de principe de leur Gouvernement, mais qu'aucun représentant n'a encore été nommé.

Le PRESIDENT exprime sa surprise et son regret de recevoir ces renseignements qui sont contraires à ceux qu'il possède. Il affirme que le Comité reprendra la question avec les délégations arabes et s'efforcera de hâter la nomination des représentants.

En ce qui concerne le concept de la famille, M. SASSON dit qu'il n'y a pas de changement dans l'attitude de son Gouvernement. Il n'a pas encore été possible de commencer à mettre en oeuvre le programme de son Gouvernement, grâce auquel on estime que des milliers de réfugiés rentreront en Israël. En outre, son Gouvernement a fait une offre concernant le règlement définitif de la question des réfugiés; et du moment qu'il a été déclaré que le nombre de réfugiés admis en application du programme présent sera décompté du nombre total de ceux qui pourront être autorisés à rentrer par Israël, il ne voit pas la nécessité d'accroître le nombre de ceux qui reviennent en ce moment.

Le PRESIDENT veut faire ressortir que la nouvelle définition proposée par le Comité a été suggérée en tant que

mesure humanitaire que l'on peut prendre immédiatement sans attendre le règlement définitif. Il regrette que le Gouvernement israélien ne soit pas en mesure de donner suite à cette suggestion et réserve le droit du Comité de revenir à la question ultérieurement.

M. SASSON ne considère pas qu'il y ait quoi que ce soit de regrettable dans l'attitude de son Gouvernement. Le Comité a déjà admis la logique de la déclaration suivant laquelle le nombre total définitif de réfugiés à rapatrier sera diminué du nombre, quel qu'il soit, des réfugiés admis en application du présent programme. Le Gouvernement israélien a fait une offre raisonnable qui n'a pas encore été acceptée par les Etats arabes. Il a admis de donner la priorité, au cours de l'admission ultérieure d'un plus grand nombre de réfugiés, en application du règlement définitif, aux autres membres des familles dispersées qui ne sont pas admis à présent. Il lui semble que son Gouvernement a fait beaucoup pour répondre aux souhaits du Comité comme à ceux des délégations arabes. L'acceptation de la définition du Comité, entraînerait l'admission immédiate de centaines de gens peut-être qui appartiennent aux diverses branches de la même famille.

Le PRESIDENT fait observer qu'un nombre extrêmement important de parents ne peut être visé puisque la définition proposée par le représentant de la Turquie ne comprend que des membres de la famille qui se trouvent "sous la dépendance financière du chef de famille".

M. LIFSHITZ fait ressortir que dans son traitement du problème des réfugiés le Gouvernement israélien est guidé par des raisons humanitaires. Même si l'on ne parvient éventuellement à aucune solution, son Gouvernement est disposé, au stade actuel, à accepter le rapatriement de certains membres de la famille, comme il a déjà accepté de le faire. Toutefois, des questions de sécurité se posent lorsque l'on considère d'autres catégories de réfugiés, en particulier des hommes en âge de porter les armes. Son Gouvernement ne peut donc, en ce moment, accepter d'accroître le nombre des réfugiés qu'il autorise à rentrer et n'a, en

fait, accepté le retour de certains membres des familles dispersées que pour des raisons purement humanitaires.

M. de la TOUR DU PIN pense qu'il est regrettable que la délégation israélienne semble insister sur l'aspect négatif de sa propre proposition alors que M. Sasson a déjà fait ressortir un aspect plus constructif en disant que son Gouvernement acceptait de donner plus tard la priorité aux parents plus éloignés.

Le Comité a également insisté pour que l'on résolve la question des réfugiés du point de vue humanitaire. En outre, il n'ignore en aucune façon que des considérations économiques interviendront nécessairement lorsque se produira le rapatriement de réfugiés en nombre plus élevé, mais cette question sera examinée au moment approprié. Il est impérieux, pour le moment, de presser le Gouvernement israélien d'admettre un plus grand nombre de réfugiés en acceptant une définition plus large de la famille, actuellement, sans tenir compte de l'époque à laquelle on pourra parvenir à un règlement général du problème des réfugiés. Une telle procédure serait entièrement compatible avec les intérêts de l'Etat d'Israël puisque non seulement il est protégé par la réserve qu'il a faite suivant laquelle ceux qui reviennent immédiatement seront déduits du nombre total de ceux qui seront rapatriés éventuellement, mais qu'en outre, une telle preuve de libéralisme serait avantageuse pour la position d'Israël du point de vue diplomatique et aiderait considérablement les travaux de la Commission.

Il presse la délégation israélienne, par conséquent, de considérer le plus attentivement possible l'extension de la définition de la famille telle qu'elle est proposée par le représentant de la Turquie, puisqu'il pense qu'une solution favorable du problème pourrait très bien survenir de ce fait.

M. SASSON, dans sa réponse, explique que la définition de la famille donnée par le représentant de la Turquie a effectivement fait l'objet de la part du Gouvernement israélien d'une étude attentive qui a eu pour résultat que ce dernier a accepté d'accorder la priorité aux parents

éloignés lors du rapatriement d'un plus grand nombre de réfugiés.

Il souhaite faire remarquer au représentant de la France que sa délégation a fait tous ses efforts pour trouver une solution au problème des réfugiés. Elle a fait aux délégations arabes une offre relative à un règlement général et espère que cette offre a été reçue favorablement. Toutefois, les délégations arabes n'ont pas encore répondu et l'on ne peut escompter que sa propre délégation attende indéfiniment une réponse à sa proposition.

M. YEINISEY considère que la proposition israélienne, non seulement manque de logique mais constitue une erreur tactique qui gênera les travaux du Comité à l'avenir.

En proposant sa définition en vue d'une extension du concept de la famille telle qu'on le comprend dans l'ensemble de la Palestine, il a insisté sur l'aspect humanitaire de la question puisqu'il a cherché à viser les réfugiés, qui se trouvent en pays étrangers et sont privés d'appui financier. La position adoptée par le Gouvernement israélien lui semble d'autant plus incompréhensible que le nombre de réfugiés rentrant en ce moment sera déduit du nombre total sur lequel l'accord se sera réalisé dans le règlement définitif. En outre, étant donné qu'il faudrait peut être quelque temps pour parvenir à un règlement si les deux parties persistent dans leur attitude actuelle, il est essentiel que l'on prenne immédiatement des mesures avant que ne s'aggrave encore la misérable condition des réfugiés.

Il presse donc le Gouvernement israélien de considérer à nouveau la proposition du Comité sans préjudice de son attitude générale sur la question des réfugiés dans l'ensemble.

Le PRESIDENT demande à la délégation israélienne si elle pourrait donner au Comité des renseignements sur la suite qu'on donne aux demandes tendant au retour de parents émanant d'arabes qui se trouvent en Israël.

M. LIFSHITZ déclare qu'à l'heure actuelle, plusieurs centaines de demandes ont déjà été reçues. Aucune de celles-ci n'a encore été rejetée mais aucune n'a été acceptée non plus puisque l'on n'a pas encore déterminé tous les détails nécessaires relatifs au transport, à l'appui financier, et à l'endroit où se trouvent actuellement les réfugiés. La première mesure que l'on prend à l'heure actuelle, consiste à établir des rapports entre les Arabes qui se trouvent en Israël et leurs parents qui sont à l'étranger.

Il est possible que l'on rejette, pour des raisons de sécurité nationale, un certain pourcentage de demandes, mais tel n'a pas encore été le cas.

Le PRESIDENT remercie la délégation israélienne des renseignements donnés qu'il transmettra aux délégations des Etats arabes.

Déblocage des comptes arabes. (Document IS/31, point 2)

Le PRESIDENT déclare qu'ainsi qu'il en a informé M. Sasson la veille, les Gouvernements des Etats arabes ont accepté un déblocage réciproque, Livre pour Livre. Il souhaite toutefois indiquer, à cet égard, que le représentant de l'Egypte, pays qui détient la plupart des comptes dont sont titulaires des Arabes israéliens bloqués, a dit que son Gouvernement considère que l'expression "Arabes qui sont résidents en Egypte" comprend ceux qui résident dans la région de Gaza.

Il informe la délégation israélienne que le Comité a transmis aux délégations des Etats arabes la suggestion selon laquelle la valeur des marchandises bloquées pourrait être prise en échange d'avoirs bloqués lorsque les avoirs du pays en question sont inexistantes ou insuffisants pour rendre un échange complet possible, et les a priées de se procurer d'autres renseignements sur la question auprès de leurs Gouvernements. Les délégations arabes ont à leur tour demandé que le Gouvernement israélien fournisse tous les détails dont il pourrait disposer sur l'existence de telles marchandises.

M. SASSON dit qu'il n'est pas en ce moment en mesure de fournir ces renseignements mais qu'il les demandera à son Gouvernement.

Il souhaite savoir s'il peut en même temps informer son Gouvernement que les Etats arabes ont accepté cette proposition.

Le PRESIDENT répond par la négative en faisant remarquer que cette proposition fait encore en ce moment l'objet d'un examen.

Il informe la délégation israélienne que les délégations arabes ont demandé une indication précise du montant total des comptes arabes bloqués en Israël.

M. LIFSHITZ regrette de ne pas encore disposer de ce renseignement mais il se le procurera bientôt auprès du Ministère des Finances.

Le PRESIDENT dit qu'il a déjà examiné avec M. Sasson la décision du Comité, qui a maintenant reçu l'approbation de la Commission, d'établir un groupe mixte technique de travail, pour mettre en oeuvre les accords réalisés sur le déblocage des comptes. On a proposé de désigner un membre israélien, un membre arabe et un membre neutre et la question a été examinée avec les délégations arabes en vue de parvenir à un accord en ce qui concerne le membre arabe. Il souhaite savoir si la délégation israélienne a des suggestions à faire en ce qui concerne la composition du Comité et la manière dont il pourrait fonctionner le plus efficacement possible.

M. LIFSHITZ demande si l'on envisage un Comité unique avec un seul membre qui représenterait tous les Etats arabes ou un Comité pour chacun des Etats arabes.

Le PRESIDENT répond que, puisque l'on n'a nullement l'intention de faire du Comité un corps représentatif et que l'on vise seulement à constituer un groupe purement technique, on a envisagé un Comité unique avec un seul représentant pour tous les Etats arabes.

M. LIFSHITZ pense qu'étant donné que différents problèmes se poseront en ce qui concerne les divers Etats, il serait préférable que le Comité poursuive ses travaux, par roulement, avec un membre arabe qui serait nommé par chaque Gouvernement arabe lorsqu'on examinerait les questions intéressant ce pays particulier. Il souhaite savoir en outre si le Comité établirait effectivement les principes ou si, en fait, il serait chargé de la mise en oeuvre de certains projets.

Le PRESIDENT assure le représentant d'Israël que le Comité étudiera sa suggestion relative à la composition du comité mixte d'experts. Selon son point de vue, le comité étudiera principalement les méthodes de mise en pratique des accords de déblocage et fera rapport à la Commission. Il n'a pas encore été décidé où le Comité mixte d'experts appliquerait le plan.

M. SASSON pense que si l'on doit demander au Comité mixte de déterminer les principes généraux, il faudrait qu'il se réunisse à Lausanne. Si par contre, ce doit être un organe d'exécution, il faudrait qu'il travaille sur les frontières d'Israël et des Etats arabes.

M. YENISEY admet qu'il conviendrait fort bien que le Comité mixte commence ses travaux à Lausanne. Ce Comité adresserait des recommandations au Comité Général et se rendrait ensuite aux frontières, en tant qu'organe d'exécution, s'il recevait des instructions à cet effet.